

VUE D'ENSEMBLE : EN FRANCE, LES INÉGALITÉS SOCIALES À L'ÉPREUVE DE LA CRISE SANITAIRE

Jeudi 3 décembre 2020 • FICHE PRESSE

France, portrait social

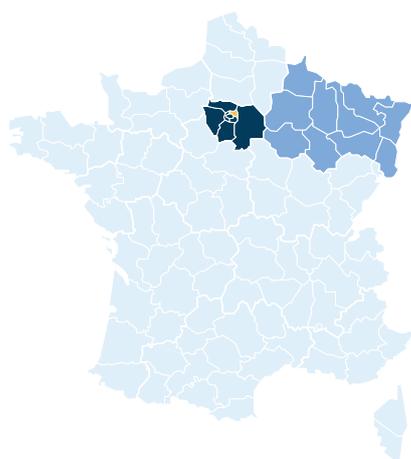
Le 17 mars 2020 à midi, afin d'enrayer l'épidémie de Covid-19, la France était confinée.

La statistique publique et la recherche se sont mobilisées au cours de cette période exceptionnelle, afin de décrire au mieux la conjoncture, l'évolution du marché du travail et des conditions de vie. Elles ont mobilisé pour cela de nouvelles données ou les ont exploitées de façon inédite (statistiques de décès, données de téléphonie mobile, etc.), ont enrichi certaines enquêtes (enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, enquête Conditions de vie et aspirations, etc.) ou en ont produit de nouvelles (enquête mensuelle flash Activité et conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (Acemo-Covid), enquête épidémiologie et conditions de vie EpiCoV, etc.). En s'appuyant sur les nombreux travaux disponibles et en proposant des analyses complémentaires, **cette vue d'ensemble rend compte de la situation sociale de la France pendant cette période si particulière du premier confinement**, sans prétendre en couvrir tous les domaines. Elle s'intéresse notamment aux inégalités sociales, territoriales ou entre les femmes et les hommes, qui ont été mises en lumière, voire renforcées, avec la crise sanitaire, économique et sociale entraînée par l'épidémie de Covid-19.

 Voir p. 11



En mars-avril 2020, un surcroît de **27 000 décès (+ 27 %)** est survenu, toutes causes confondues, par rapport à la même période en 2019, essentiellement en raison de la surmortalité provoquée par la Covid-19.



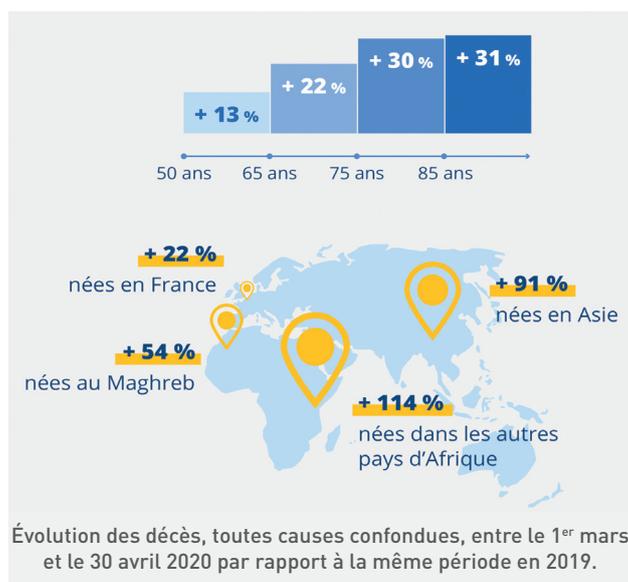
Les régions les plus affectées ont été :

- **L'Île-de-France (+ 91 %)**
- **Grand Est (+ 55 %)**
- **La Seine-Saint-Denis**, département métropolitain le plus touché par la pauvreté, se caractérise par le plus fort excédent de mortalité en mars-avril 2020 (+ 123 %).

Les personnes **les plus âgées**, celles nées à l'étranger et celles habitant dans les communes les plus pauvres ont été les plus touchées.

Développer une forme grave de Covid-19 : un risque plus élevé pour les plus modestes

Le risque d'exposition au virus varie selon les **milieux sociaux**. **Ouvriers et employés** ont plus souvent continué à se rendre au travail à l'extérieur, **les personnes les plus modestes** vivent plus souvent dans des communes denses et des logements surpeuplés. De plus, ces dernières souffrent plus souvent d'obésité ou d'une pathologie associée à un risque élevé de développer une forme grave de Covid-19.





Le moindre recours aux soins pendant le confinement augmente les risques sur la santé. La prise en charge en **médecine ambulatoire** s'est notablement affaïssée pendant cette période. Selon l'assurance maladie, les **consultations en médecine générale** ont baissé de **40 %** et celle de **spécialistes**

de **50 %**. À l'inverse, les **consultations pour santé mentale** auprès des médecins généralistes ont augmenté pendant le confinement. D'après les premières enquêtes, début avril 2020 **un tiers des adultes** souffre de détresse psychologique.



Avec la baisse d'activité, les **pertes d'emplois** touchent d'abord les **plus précaires**. À la fin mars, dans les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole, **la moitié des salariés** ont vu leur entreprise s'arrêter (**19 %**) ou réduire son activité de plus de moitié (**30 %**).

Si le **chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** a continué de se réduire au premier semestre 2020, sauf pour les jeunes, cette **baisse est en trompe-l'œil**. Le **halo autour du chômage** (qui comptabilise les personnes de 15 à 64 ans sans emploi qui, sans être considérées au chômage, souhaitent un emploi) a ainsi bondi à **2,5 millions de personnes** au deuxième trimestre 2020. Au troisième trimestre 2020, avec le retour à la normale des comportements de recherche d'emploi, le halo autour du chômage retrouve son niveau d'avant-crise sanitaire, tandis que le **chômage s'élève à 9,0 %**.

715 000 emplois ont été détruits au premier semestre 2020, en premier lieu dans l'intérim. Cependant, **la chute de l'activité économique** provient essentiellement **des personnes restées en emploi**. Leur temps de travail s'est **réduit de 34 % en moyenne** du 16 mars au 10 mai par rapport à la même période en 2019, avec de fortes disparités selon les secteurs et les catégories socioprofessionnelles. Au 3^e trimestre 2020, l'emploi salarié privé a néanmoins fortement rebondi, **avec 344 000 créations nettes**.

Fin avril, dans les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole, **63 %** des salariés sont dans une entreprise qui a mis au moins une partie de ses salariés au chômage partiel. Ce **chômage partiel** a concerné en premier lieu les **ouvriers (54 %)** sont concernés) et les **employés (36 %)**, tandis que les **cadres** ont plus largement **travaillé à domicile (81 %)**.



- 715 000
emplois au premier
semestre 2020,
surtout dans l'intérim

9 % des 15-24 ans
ont perdu leur emploi
pendant le confinement
2 % des 40-65 ans



Un quart des ménages (23 %) estime que sa **situation financière s'est dégradée** avec le confinement. Au deuxième trimestre 2020, la perte de revenu disponible brut des ménages est **la plus forte sur un trimestre depuis 1949**.

33 % des ménages avec enfants déclarent que leur situation financière s'est dégradée, contre **18 %** de ceux sans enfant. Le confinement a également davantage affecté **les personnes aux ressources les plus modestes**.

Les **retraités** sont plutôt épargnés du point de vue financier : **89 %** d'entre eux estiment leur situation stable depuis le début du confinement. La chute de l'activité économique explique majoritairement le **sentiment de perte financière : 53 % des artisans et commerçants et 37 % des ouvriers** déclarent que leur situation financière s'est détériorée, soit les deux catégories pour lesquelles la durée travaillée s'est le plus réduite.

Pour l'avenir, **des inquiétudes fortes pour les plus modestes** : fin avril 2020, **un quart des personnes** pensaient rencontrer dans les douze prochains mois des difficultés pour payer leur loyer, leur crédit immobilier ou leurs charges. Cette crainte est plus forte chez les plus modestes, qui sont **quatre sur dix** à l'exprimer.



Le confinement a mis en lumière les situations d'isolement. En 2016, 10,5 millions de personnes vivent seules dans leur logement, soit **16 %** de la population, et elles sont plus souvent pauvres que les autres. **Les personnes seules**

ont moins bien vécu le confinement, de même que les **familles monoparentales et les ménages complexes**. **Les retraités** ont plus fréquemment mal vécu la période (**30 %**) que pour les personnes en emploi et les chômeurs (**25 % environ**).



La taille du domicile a également été cruciale : en 2016, **plus de 5 millions de personnes vivent à deux ou plus** dans un logement dont le nombre de pièces est insuffisant au regard de la taille de leur ménage. C'est particulièrement le cas des ménages vivant dans les grandes agglomérations, de ceux ayant des enfants de moins de 10 ans et des ménages modestes.

Familles monoparentales avec
enfants de moins de 10 ans

25 %

Couples avec
enfants de moins de 10 ans

10 %

20 % des ménages les plus modestes

20 %

20 % des ménages les plus aisés

4 %

Part de ménages vivant dans un logement suroccupé en 2016 selon le type de ménage, dans un logement surpeuplé en 2013 selon le niveau de vie

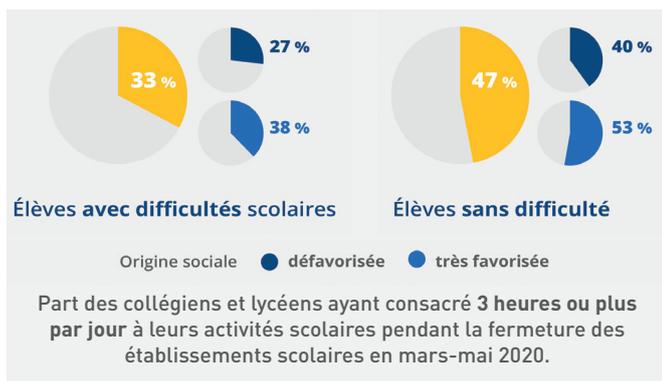
 Même quand elles travaillaient à l'extérieur, **les femmes ont consacré plus de temps que les hommes aux tâches domestiques** et à s'occuper des enfants : **19 %** des femmes et **9 %** des hommes âgés de 20 à 60 ans ont consacré au moins quatre heures par jour en moyenne aux tâches domestiques courantes. En mai 2020, **43 % des mères d'un enfant mineur** ont passé plus de six heures quotidiennes à s'occuper des enfants, contre **30 % des pères**.



Le confinement et l'accroissement des tâches domestiques ont **accru les conflits familiaux** : **13 %** des personnes en couple ont déclaré se disputer plus fréquemment que d'habitude au sujet de la vie quotidienne, des enfants ou de la vie professionnelle. Par rapport à la même période en 2019, le nombre de personnes de 15 ans ou plus ayant porté plainte pour **coups et blessures dans le cadre intrafamilial a augmenté de 4 %**, à 17 600 selon les faits constatés par la police ou la gendarmerie.



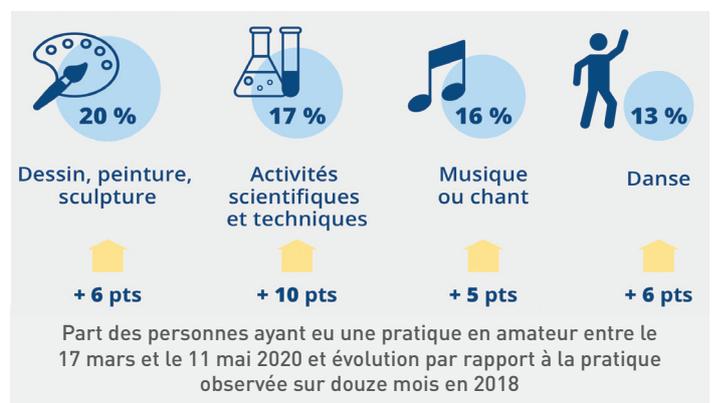
 Pendant le confinement, selon leurs parents, **quatre élèves du second degré sur dix** ont consacré en moyenne au moins trois heures par jour à leur travail scolaire. Un tiers des élèves du second degré ayant des difficultés scolaires ont consacré trois heures ou plus à leur scolarité contre la moitié des bons élèves.



Six parents de collégiens et lycéens sur dix déclarent que leurs enfants **ont rencontré souvent ou très souvent au moins une difficulté liée au travail scolaire** (de connexion, organisation du travail, autonomie, manque de matériel, compréhension des cours). Les élèves avec des **difficultés scolaires, de famille nombreuse ou de milieu défavorisé** ont rencontré des difficultés plus prononcées.

12 % des parents ont eu des difficultés à aider leur enfant à comprendre les cours et **19 %** ont manqué de temps pour le faire. Le manque de temps est plus fréquent dans les milieux favorisés.

 En confinement, les **pratiques culturelles** apparaissent socialement moins clivées. **13 % à 20 %** de la population âgée de 15 ans ou plus a pratiqué la musique, la danse, le dessin, la peinture et la sculpture, ou encore le montage audio ou vidéo, soit une progression de 5 à 6 points par rapport aux taux de pratique observés au cours de l'année 2018. Plus encore, la pratique d'une activité scientifique ou technique (astronomie, recherches historiques, etc.), déclarée par **17 %** de la population confinée, fait un bond de 10 points. Alors qu'en 2018 les cadres pratiquaient deux fois plus une activité en amateur que les ouvriers, l'écart disparaît en situation de confinement.



 Le confinement a suscité une **forte consommation de contenus culturels sur écran**. **Deux tiers de la population a visionné des vidéos sur Internet**, contre la moitié en 2018.

L'usage des réseaux sociaux s'est particulièrement développé chez les plus âgés. La pratique des jeux vidéo s'est aussi répandue.

> Encadré 1 - Se confiner : une difficulté singulière pour les sans-domicile p.24

La mise en place d'un confinement national a soulevé la question particulière **des personnes sans domicile**. En 2012, **le nombre d'adultes et d'enfants sans domicile** est estimé à **143 000 personnes**. La hausse observée au cours des années 2000 a pu se poursuivre après 2012, notamment du fait de la crise migratoire. Ainsi, fin 2016, les structures chargées d'accueillir, héberger et accompagner les personnes en difficulté sociale comptaient 140 000 places permanentes, en hausse de **40 %** par rapport à fin 2012.

Si une part probablement importante des sans-domicile a pu bénéficier des places permanentes dans les centres d'hébergement pour se confiner, ce n'est pas le cas des personnes sans-abri, c'est-à-dire passant la nuit dans un lieu non prévu pour l'habitation (rue, métro, gare, hall d'immeuble, etc.), ou de celles hébergées dans une structure collective qu'il faut quitter le matin. En 2012, elles représentaient respectivement **10 %** et **12 %** des adultes sans domicile dans les agglomérations de 20 000 habitants ou plus.

Afin de leur permettre de trouver un abri durant le confinement, les 14 000 places hivernales ont été prolongées et 21 000 places d'urgence supplémentaires ont été progressivement ouvertes.

> Encadré 3 - Une crise internationale p.34

Entre le 2 mars et le 26 avril, **l'excédent de mortalité** toutes causes confondues, par rapport à la moyenne 2016-2019, est un peu supérieur en France (**+ 28 %**) à ce qu'il a été en Europe, tout en étant inférieur à celui de l'Espagne (**+ 70 %**), de l'Italie (**+ 47 %**), du Royaume-Uni et de la Belgique (**+ 43 %**), ou encore des Pays-Bas (**+ 36 %**). À l'inverse, en Allemagne, le surcroît de décès est beaucoup plus faible (**+ 4 %**).

L'une des conséquences immédiates des confinements ou restrictions a été **la chute de l'activité économique** : de **5 %** au premier trimestre et de **19 %** au deuxième trimestre par rapport aux trimestres correspondants en 2019 pour la France, contre respectivement **5 %** et **15 %** en moyenne dans l'Union européenne.

Neuf pays de l'OCDE sur dix ont mis en place **des dispositifs de maintien dans l'emploi**. En France, **33 %** des salariés en auraient bénéficié en mai, soit moins qu'en Autriche (**37 %**), autant qu'au Royaume-Uni (**32 %**), mais plus qu'en Allemagne (**19 %**) ou en Espagne (**18 %**).

Comme en France, les ménages modestes britanniques – avec en Grande-Bretagne les ménages aux revenus intermédiaires – déclarent plus souvent que les plus aisés une perte de revenu dans les premières semaines du confinement, ou *lockdown*.

L'inégal partage des tâches parentales entre hommes et femmes se retrouve aussi en Grande-Bretagne : dans les ménages avec au moins un enfant mineur, les femmes ont consacré en moyenne 1,7 fois plus de temps aux enfants que les hommes pendant le confinement.